

Réponse à un ministre fâché

V.Vandenberghe

27/04/2004

Le ministre de l'enfance et de l'enseignement fondamental, Jean-Marc Nollet dans sa carte blanche récente¹ partage le constat du livre « L'école de l'échec : comment la réformer »²: performances médiocres de l'enseignement en Communauté française, très fortes inégalités. Mais il conteste vigoureusement les pistes de solution qui y sont préconisées. Il affirme avec vigueur que la réponse principale aux maux récurrents de notre enseignement obligatoire réside dans une augmentation du financement (l'insuffisance duquel au cours des années 90 serait la principale cause de la faible performance) et une répartition plus équitable de ce dernier.

Les auteurs du livre, contrairement à ce que laisse entendre le Ministre Nollet, ne nient pas l'intérêt d'un meilleur financement et de sa différenciation, mais pensent que cette seule politique ne garantit pas la meilleure performance et la diminution des inégalités. En matière d'enseignement les ressources importent. Mais, au-delà d'un certain seuil, la question de l'organisation prime.

Les auteurs proposent un modèle d'organisation qui remplace graduellement l'approche traditionnelle synonyme d'injonctions hiérarchiques (bureaucratiques ou pédagogiques) à l'adresse des écoles et des enseignants par une approche où plus d'autonomie, de moyens humains et financiers seraient la contrepartie d'une évaluation externe des résultats faisant écho aux priorités de politique scolaire définies par la puissance publique (Ministre, Parlement).

Prenant bien soin de ne pas traiter la question de l'organisation quand au fond (quel est son modèle d'organisation scolaire, que propose-t-il pour garantir un meilleur résultat pour les élèves les plus faibles, au-delà du refinancement s'entend?), le bouillonnant ministre se livre à une dénonciation sans nuance de cette proposition, invoquant le spectre apocalyptique d'une cotation des écoles en bourse!

Mais que diable faut-il faire dans ce pays pour que l'on parvienne enfin à traiter la question des résultats dans le cadre d'une politique publique -- en particulier celle de l'enseignement -- sans que les associations d'idées et de slogans les plus primitifs ne s'emparent des esprits, y compris les plus éclairés ?

Non, non, non poser la question des résultats, intégrer cette dimension au cœur des politiques scolaires n'est pas monstrueux. C'est au contraire l'occasion de redonner un cap à un système qui s'est égaré au fil des (nombreuses) réformes de ces dernières décennies. Evaluer les résultats c'est d'abord donner aux politiques qui gouvernent les moyens d'y voir un peu plus clair et sans doute aussi les contraindre à plus de modestie lorsqu'ils réforment. Car toutes les réformes ne produisent pas de meilleurs résultats. Et si elles en produisent c'est généralement à un horizon lointain: plus qu'une législature. Evaluer les résultats c'est également donner aux enseignants, individuellement et surtout collectivement, les moyens de se situer, le cas échéant de rebondir ou de réorienter leur action. Cessons de croire que les bonnes intentions suffisent. Les plus grands humanistes et saints du monde peuvent se tromper. Et comment le savoir si l'on évacue systématiquement la question des résultats ?

¹ Le Soir, 20 avril 2004

² A. Destexhe, V. Vandenberghe, G. Vlaeminck, Ed. Labor

Mesurer les résultats... et les diffuser. Quel crime! Voilà le terme qui tue. Comment peut-on oser écrire qu'il peut y avoir intérêt quelconque à faire connaître les résultats des écoles? Comment peut-on prendre le risque d'activer "le monstre" avec lequel nous cohabitons depuis de très nombreuses années: le quasi-marché scolaire ?

Nous ne pouvons que regretter une fois de plus l'immaturation des esprits dans ce registre. Et il s'agit ici de bien plus que celui du Ministre Nollet, car sa réaction n'est que l'illustration classique d'une pulsion cérébrale fort répandue en Communauté française dont malheureusement nous ne sommes pas prêts de nous débarrasser.

Le quasi-marché synonyme de libre-choix des écoles, en partie responsable d'un fort degré de ségrégation des publics scolaires en Communauté française et donc des inégalités, est bien là pour durer. Quelles que soient les sympathies et surtout les antipathies affectivo-idéologico-intellectuelles que l'on peut nourrir à son égard, la seule question qui vaille à nos yeux est celle de sa prise en compte sereine et intelligente dans les politiques. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut "réguler le quasi-marché". L'épisode récent nous laisse penser que l'on n'a pas encore bien pris conscience de la signification de cette expression.

Car réguler peut vouloir dire évaluer et informer, notamment par et sur les résultats. Une telle option, pour autant qu'elle soit correctement conçue et mise en oeuvre, peut contribuer, modestement, à un meilleur fonctionnement du quasi-marché. Car il est faux ou à tout le moins bien naïf de croire que l'absence d'information publique sur les résultats des écoles écarte le spectre d'un classement des écoles. En l'absence d'information de qualité et crédible, le public, les parents et les élèves, fonctionnent à coup de rumeurs et de représentations. Ils n'ont d'ailleurs d'autre choix pour faire leur choix ! Et tout laisse penser que les classements actuels sont bien imparfaits: ils se fondent sur le bouche-à-oreille, l'observation du type de public à la sortie des écoles, dans le meilleur des cas sur l'expérience faite pas la grande sœur. Ces classements ont la peau dure. Ils produisent des effets dont les écoles et les profs, principalement les plus jeunes sans protection statutaire, font amèrement l'expérience très régulièrement. La menace de désinscription, fondée ou non, est réelle.

Si on avait l'honnêteté intellectuelle de reconnaître cet état de fait, alors il deviendrait possible de contempler la perspective d'une publicité des résultats obtenus à des épreuves standardisées, pondérés pour tenir compte de l'origine socio-économique des élèves, mesurés par des équipes de professionnels étrangers, comme autre chose qu'une abomination issue d'esprits déviants mus par la seule perspective d'une aliénation des nobles acteurs de l'enseignement. Une publicité raisonnable des résultats mettant en exergue les écoles qui -- indépendamment du public favorisé ou défavorisé qui les fréquente -- font régulièrement mieux que d'autres pourrait déstabiliser bien des clichés. Quelle n'a été notre surprise de découvrir que l'école qui dans l'étude PISA fait le mieux, compte tenu de son public, ne correspond à aucun des noms prestigieux qui peuplent les conversations des consommateurs d'école que nous sommes tous à un degré ou un autre.